

**Point de presse de la porte-parole -
AECG/CETA/Plan d'action du
gouvernement/Rappel du
communiqué de presse -
Slovaquie/Déplacement de Mme
Nathalie Loiseau
(Paris, 26 octobre 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a rappelé le communiqué de presse diffusé hier soir et a fait la déclaration suivante :

1 - AECG/CETA - Plan d'action du gouvernement - Rappel du communiqué de presse

Lors du conseil des ministres du 25 octobre 2017, le gouvernement a validé un plan d'action relatif à l'accord économique et commercial global avec le Canada (AECG/CETA). Il sera plus particulièrement porté par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, le ministère de la transition écologique et solidaire, le ministère de l'économie et des finances et le ministère de l'agriculture et de l'alimentation. Ce plan d'action répond au rapport de la commission d'experts indépendants présidée par Mme Katheline Schubert. Conformément à l'engagement du président de la République, la commission a analysé l'impact attendu du CETA sur l'environnement, le climat et la santé.

Ce plan d'action manifeste la volonté du gouvernement, avec la Commission européenne et les États membres de l'UE, et en lien étroit avec le Canada, d'assurer une application exemplaire de l'AECG/CETA, d'accélérer son action contre le changement climatique et de porter la politique commerciale européenne à un plus haut niveau d'ambition en matière environnementale, sanitaire et sociale. Il répond par des actions concrètes et opérationnelles aux points de vigilance soulignés par la commission Schubert. Mis en oeuvre, ce plan d'action permettra d'assurer une application effective des normes sanitaires et environnementales nationales et européennes, et de mieux prendre en compte les enjeux du développement durable dans la politique commerciale.

Le plan d'action est structuré autour de trois axes :

1) Assurer que le CETA fera l'objet de modalités d'application exemplaires pour garantir que les normes sanitaires et environnementales seront appliquées, qu'elles seront préservées et qu'elles ne seront pas menacées des recours abusifs d'investisseurs étrangers. Les travaux et les effets du CETA seront suivis rigoureusement et en toute transparence, en lien étroit avec la société civile. Les contrôles renforcés garantiront que les normes européennes sont appliquées dans les faits aux importations de toutes les origines.

2) Mettre en oeuvre des actions complémentaires au traité pour renforcer la coopération internationale sur les enjeux climatiques. La France portera, bilatéralement avec le Canada et au sein de l'Union européenne (UE), des actions concrètes pour lutter contre le changement climatique et réduire les émissions de gaz à effets de serre, en lien avec les nombreuses initiatives en cours au niveau international. La France relancera également les discussions au niveau national et européen pour réduire l'empreinte carbone des carburants.

3) Améliorer la prise en compte des enjeux sanitaires et de développement durable dans les accords commerciaux. La France demandera le renforcement de l'ambition des chapitres sur le développement durable dans les accords commerciaux et une mise en oeuvre contraignante de leurs dispositions. L'objectif est d'assurer la pleine cohérence des accords commerciaux avec les politiques européennes contribuant au développement durable et à la protection sanitaire et phytosanitaire. En particulier, la France demande que l'Accord de Paris constitue une clause essentielle pour les accords commerciaux de l'UE.

À la suite du conseil des ministres et de la présentation du plan par les quatre ministres responsables, M. Jean-Yves le Drian, M. Nicolas Hulot, M. Bruno Le Maire et M. Stéphane Travert, les secrétaires d'État M. Jean-Baptiste Lemoyne et Mme Brune Poirson ont réuni le comité de suivi de la politique commerciale, pour présenter le contenu du plan d'actions aux parlementaires et parties-prenantes intéressés.

2 - Slovaquie - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau (27-28 octobre 2017)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, se rendra à Strbské Pleso (Slovaquie), les 27 et 28 octobre 2017, pour participer au Sommet des Tatras organisé par le think-tank Globsec. Cette rencontre rassemble, pour sa sixième édition annuelle, des représentants de gouvernements, des institutions européennes, des ONG et du secteur privé pour débattre de l'actualité politique et économique européenne.

La ministre interviendra lors de deux sessions consacrées à l'avenir de l'Union européenne. Elle présentera les propositions françaises pour la refondation d'une Europe souveraine, unie et démocratique, fondée sur des valeurs communes et un agenda de protection.

La ministre aura un entretien avec son homologue slovaque, M. Ivan Korcok. Ils évoqueront les dossiers européens d'actualité, dans le prolongement du Conseil européen des 19 et 20 octobre et de l'accord trouvé au Conseil le 23 octobre sur la révision de la directive de 1996 sur le détachement des travailleurs. Elle rencontrera également ses homologues du groupe de Visegrad (composé de la Hongrie, de la Pologne, de la République tchèque et de la Slovaquie).

La ministre s'entretiendra aussi avec Peter Kazimír, ministre des finances slovaque, Elmar Brok, député européen, et Maros Sefcovic, vice-président de la Commission européenne./.